

Le Roi, directeur marketing de la marque Belgique

Selon que vous optiez pour l'“All in One”, le “Mini AIO”, l'“Uni-Dose” ou encore le “QuickFill”, vous aurez en votre possession – on essaye de faire simple... – des “machines fabriquant des médicaments radioactifs à la fois pour le diagnostic des cancers et pour la thérapie”. C'est Gauthier Philippart, le patron de Trasis, qui le dit.

Il y a un an, sa boîte, basée à Ans, franchissait une étape importante dans son développement commercial: elle pénétrait le marché chinois. Et elle le doit – au moins un peu – à la toute première visite d'Etat du roi Philippe. C'était en Chine, en juin 2015. “Je ne veux pas dire qu'on n'y serait pas arrivés sans cela, ce ne serait pas vrai. Mais ça a eu un effet ‘booster’ en termes de timing”, dit M. Philippart, qui faisait partie de la large délégation économique qui accompagnait le chef de l'Etat.

Au moment de la visite, ses contacts avec un potentiel client chinois étaient déjà bien engagés. Mais le voyage, la présence du Roi et le gage de crédibilité que cela a conféré à sa société, dit-il, lui ont permis de “convertir” sa première vente. “Cela a représenté un gain d'une année pour la commercialisation sur la Chine. Depuis lors, d'autres machines ont été commandées et le marché a démarré.”

Ce projet belge à Changle

C'est bien là l'un des intérêts du volet économique des visites d'Etat, observe-t-on au Palais: accélérer le timing d'une

**Accélérer
la négociation
et renverser
le rapport de
force en faveur
des entreprises
belges.**

négociation afin de pouvoir signer le contrat en présence du Roi, lors de son déplacement, et ainsi renverser le rapport de force en faveur des entreprises belges.

“La visite d'Etat en Chine a certainement été décisive pour nous”, témoigne Giovanni Esposito, le patron de Reibel, une société bruxelloise de logistique.

“Grâce à elle, le gouvernement central chinois a accéléré les prises de décision relatives à la réalisation de notre projet” à Changle, une ville portuaire dans la province de Fujian (Est).

C'est dans les pays à tradition monarchique ou impériale (comme le Japon ou les Etats du Golfe), expliquent plusieurs interlocuteurs, que la présence d'un membre de la famille royale a le plus d'impact auprès des autorités locales.

Philippe est depuis longtemps intéressé par l'économie. C'est presque une tradition familiale. “L'intérêt que portent les rois à l'économie n'est pas neuf, mais Philippe l'a amplifié”, commente Didier Malherbe, administrateur délégué (CEO) de la société pharmaceutique UCB Belgium et président du comité d'audit de l'Agence pour le commerce extérieur (ACE). “Philippe a la conviction que si un pays n'a pas une base économique performante, c'est toute la société qui s'en trouve appauvrie”, complète l'entourage du Roi.

A l'origine, “son investissement dans le monde de l'économie est assez logique dans le sens où il a tout simplement repris le rôle joué par son père”, rappelle Vincent Dujardin, historien à l'UCL et spécialiste de la monarchie. Albert II, lorsqu'il était prince, présidait les missions économiques. Au moment de son accession au trône, en 1993, son fils Philippe a repris le flambeau. Pendant vingt ans. Sa toute première mission remonte à octobre 1993 en Espagne. Sa dernière, aux Etats-Unis, en juin 2013.

■ Ce dimanche 3 juillet, cela fera pile trois ans qu'Albert II annonçait son abdication. Son successeur, Philippe, a tout de suite fait de l'économie l'un des traits marquants de son règne. Enquête.

Dossier réalisé par **Antoine Clevers**

Trois ans après l'annonce de l'abdication

Ce dimanche 3 juillet, cela fera pile trois ans qu'Albert II annonçait son abdication. Dans les jours qui ont suivi, il était très vite apparu que Philippe, qui fut intronisé le 21 juillet 2013, resterait très impliqué dans les matières économiques. C'est même devenu l'un des traits majeurs de son règne. La face la plus visible, c'est le large volet économique qui a été adjoint aux visites d'Etat. Lors de ses voyages en Chine et en Pologne, en 2015, il a pris dans ses bagages, non seulement des poids lourds de l'économie belge – ça, son père le faisait déjà –, mais aussi une kyrielle de PME et de start-up.

C'est toutefois sur le sol belge que ses activités d'ordre économique sont les plus abondantes. Il y a les salons, forums ou tables rondes visant à encourager l'entrepreneuriat; les inaugurations, comme le nouveau siège de Barco, le 27 mai, ou celle de la plus grande écluse du monde au port d'Anvers, le 10 juin dernier.

Dans un autre registre, il participait, le 23 juin, à une réunion avec le Réseau Entreprendre, qui contribue au développement de l'entrepreneuriat via un système de mentorat. Le 22 avril, il visitait Co.Station, un espace de coworking pour start-up. Et il permettait, le 23 mai, à douze jeunes entrepreneurs de rencontrer Jack Ma, le patron de la plateforme d'e-commerce chinoise Alibaba (lire pages 4-5).

La monarchie coûte 36 millions d'euros

L'action économique du Roi pourrait, selon ses proches, se définir de la façon suivante: faire profiter les entreprises belges d'un “réseau construit depuis plus de vingt ans”, mais aussi “encourager la création

d'entreprises, soutenir les start-up et une nouvelle génération d'entrepreneurs, et encourager l'innovation".

Mais est-ce efficace? Quel est l'apport du Roi, de ses conseillers, du Palais, pour l'économie belge en regard du coût de la monarchie (36 millions d'euros en 2016)? En d'autres termes: quel est le bilan économique du Roi?

Si les sociétés Trasis et Reibel ont fait part d'un sentiment positif, il est globalement "difficile de chiffrer cela", dit, à raison, le professeur Dujardin, "mais il y a des indices". "Au cours de ses premières missions économiques, il y avait en moyenne une centaine d'hommes d'affaires par an qui y prenaient part. A partir de 2011, c'était dix fois plus..." Preuve d'un certain succès.

"Tous ces événements auxquels participe le Roi aident à la promotion de la Belgique à l'étranger et sont très importants pour attirer des investissements étrangers chez nous", juge la présidente de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), Michèle Sioen, par ailleurs CEO de Sioen Industries, société spécialisée dans les habits et protections de chantier. "Je crois vraiment que le Roi apporte un énorme plus; il arrive à attirer du monde chez nous", ajoute-t-elle en référence à la venue à Bruxelles de Jack Ma et Ban Ki-moon (le secrétaire général de l'Onu a participé mi-juin à un colloque sur les relations économiques entre l'Europe, l'Asie et les Etats-Unis).

Deux études pour objectiver le débat

Il existe aussi deux études qui permettent d'objectiver le débat. La première est une enquête que Didier Malherbe a réalisée, en sa qualité de président du comité d'audit de l'ACE, auprès des entreprises ayant participé aux deux visites d'Etat de Philippe.

On y apprend que "93 % des répondants se disent satisfaits ou très satisfaits" du déplacement. "Ils soulignent l'impact que cela a pour l'approche des clients. La présence du Roi permet d'ouvrir des portes." Et un accès, dès lors, au plus haut niveau de la décision politique et économique.

"Pour UCB, par exemple", poursuit M. Malherbe, "nous avons pu organiser un dîner avec le ministre de la Santé chinois grâce à l'intervention de l'ambassade belge. Il savait que cela se ferait dans le cadre de la visite d'Etat. En tant qu'entreprise, nous n'aurions

jamais pu l'organiser seuls. Ça a été un moment de sensibilisation auprès du ministre concernant les défis de la santé en Chine, notamment les maladies que traite UCB, comme l'épilepsie. Puis, en Pologne, nous avons aussi pu rencontrer le ministre de la Santé lors d'une réception à l'ambassade belge à Varsovie. Ça, c'est très concret."

"Un effet positif significatif sur l'export"

La seconde étude est un "masterproof" réalisé en 2013 par Valérie Desmet, de l'université de Gand, sur l'impact des missions princières. Ses conclusions sont éclairantes.

Premièrement, "les missions princières ont un effet positif significatif sur l'export belge", écrit la chercheuse. L'impact est difficile à chiffrer de manière précise, mais les modèles économiques montrent qu'une mission permet d'augmenter les exportations belges vers le pays visité. L'effet est déjà perceptible l'année précédant la visite, en raison du travail préparateur réalisé par l'Agence pour le commerce extérieur et par les agences régionales (Awex en Wallonie, FIT en Flandre, BIE à Bruxelles). Les exportations continuent à progresser l'année de la mission; elles sont les plus importantes l'année suivante; avant de se tasser

peu à peu.

Deuxièmement, Valérie Desmet a interrogé les entreprises qui ont participé aux missions princières que Philippe avait emmenées au Brésil, en Chine, en Inde et en Russie. Elle voulait connaître l'impact qu'elles avaient eu sur leurs affaires. 51 % des sondés ont, par exemple, indiqué avoir "obtenu de nouveaux contrats commerciaux". De manière générale, la présence du Prince a apporté "prestige, crédibilité, intérêt médiatique et statut protocolaire" à la mission, rendant possible une série de contacts "au plus haut niveau de décision".

L'apport économique du roi Philippe peut donc se résumer par un gain de temps pour les entreprises dans la négociation de leur contrat; par l'accès à un haut niveau de décision politique et économique, utile pour décrocher des contrats et pour coincer certaines situations; et par un gain en termes de visibilité et de crédibilité. fin, si, in fine, le business finit toujours reprendre ses droits (lire pages 4-5), "le assure la promotion de la Belgique, de la nation belge, des sociétés belges, et c'est la meilleure personne pour le faire", con Michèle Sioen.

C'est sur le sol belge que les activités d'ordre économique de Philippe sont les plus abondantes.

L'apport du Roi? "Une mascarade"

■ La N-VA ne croit pas que le Roi joue un rôle économique. Du côté wallon, on est nuancé.

Et donc, l'action du Roi et du Palais serait bénéfique pour la vitalité économique de la Belgique, de ses Régions et de ses entreprises? Allons bon. Pas aux yeux de la N-VA. "C'est une mascarade", disent les députés nationalistes Hendrik Vuyt et Veerle Wouters. A propos des missions économiques princières, par exemple, "elles sont préparées par le FIT" (Flanders Investment and Trade, l'agence régionale flamande pour le commerce extérieur), poursuivent les deux penseurs de la N-VA, aussi coauteurs d'un livre critique sur la monarchie belge ("De maat van de monarchie").

"Tous les contacts sont pris à ce niveau-là. Le FIT fait un excellent travail. Ce n'est pas le Roi qui négocie. On lui accorde un rôle qu'il ne joue pas. Peut-être que dans certains pays, qui ne sont pas des démocraties, comme l'Arabie saoudite, il est important d'enoyer un roi ou une princesse. Mais

dans d'autres pays, non. On parle de business. C'est de l'économie. Ça se passe entre hommes d'affaires, pas entre maisons royales. On dit que le Roi ouvre des portes mais, pour les entreprises flamandes, les portes sont ouvertes par le FIT."

"Le business reprend ses droits"

Toutes proportions gardées, en Wallonie, on partage en partie l'avis de la N-VA. Le cabinet du ministre-Président Paul Magnette (PS) estime qu'il est "clair que la présence du Roi permet des contacts au plus haut niveau. C'est un élément important", juge-t-on, "mais pas le seul". A partir d'un moment, "le business reprend ses droits. Dans le monde des affaires, il n'y a pas de miracle".

Logiquement, le cabinet salue aussi le travail abattu par le pouvoir régional, en l'occurrence par l'Agence wallonne à l'exportation (Awex). Le 20 juin dernier, la première pierre d'un gigantesque incubateur d'entreprises chinoises a été posée à Louvain-la-Neuve. A terme, on espère la création de 1 600 emplois. L'accord pour le projet avait été signé un an plus tôt par le gouvernement wallon, l'UCL et

les investisseurs chinois. C'était au moment de la visite d'Etat du Roi en Chine, en juin 2015. "La venue de la délégation belge, dans la dernière ligne droite, a été importante, ça a permis de donner le petit coup de pouce nécessaire pour finaliser les négociations", commente le porte-parole de Paul Magnette. "Mais avant cela, souligne-t-il, il y a eu un travail intense de l'Awex pendant près de huit ans."

Une pièce de l'échiquier

Et puis, pointe le cabinet du ministre wallon de l'Economie, Jean-Claude Marcourt (PS), "la seule présence d'un ministre aide déjà beaucoup les entreprises. Elle va permettre des rencontres de haut niveau. Par exemple, avec l'homologue du ministre. Mais il est vrai que la présence d'un membre de la famille royale renforce encore cet aspect".

Pour les politiques, donc, la famille royale n'est qu'une pièce – même importante – de l'échiquier commercial. Ni plus ni moins.

"Ce n'est pas le Roi qui négocie. On lui accorde un rôle qu'il ne joue pas."

HENDRIK VUYT
ET VEERLE WOUTERS
Députés fédéraux N-VA.

Le jour où la 2^e fortune de Chine visita Laeken

■ Jack Ma, patron d'Alibaba, était l'invité du Roi. Leur relation a débuté il y a 18 mois.

C'est un sacré personnage, Jack Ma. Il est fun, drôle, intelligent. Un chic type." Anne-Catherine Mailleux n'oubliera pas de sitôt la date du 23 mai 2016. C'est en sa qualité de patronne de Domobios, petite PME spécialisée dans la lutte contre les acariens, qu'elle fut invitée par le Roi à rencontrer le patron d'Alibaba au château de Laeken. L'occasion pour elle de présenter ses produits au géant chinois du commerce en ligne... Difficile de refuser. "J'y suis allée avec beaucoup de curiosité et d'enthousiasme."

Jack Ma, c'est le deuxième homme le plus riche de Chine, le 33^e au niveau mondial. Sa fortune personnelle est estimée à plus de 23 milliards de dollars par le magazine américain "Forbes". Son bébé, Alibaba, sorte d'Amazon.com chinois, a été valorisé à 168 milliards de dollars lors de son entrée en Bourse en

mai 2013. Enorme. Sa venue à Bruxelles ne relève pas du hasard. On la doit à son intention de développer Alibaba en Eu-

rope. Mais aussi – au moins un peu – à Philippe.

Première rencontre à Davos

Les deux hommes s'apprécient. Ce jour-là, à Laeken, tout sourient, ils prennent volontiers la pose devant les photographes, debout dans la Rotonde, cette salle majestueuse du château de Laeken, qui offre une vue imprenable sur les jardins du domaine royal. A gauche, Philippe, hôte des lieux. A droite, Jack Ma, patron d'Alibaba. Un chef d'Etat. Un génie des affaires.

Leur première rencontre remonte à janvier 2015. Ils s'étaient croisés dans la station de ski la plus tendance pour le gotha mondial des affaires: Davos, où se tient chaque année le Forum économique mondial. Le courant est manifestement bien passé.

Le Roi comprend que le président d'Alibaba jette un regard intéressé sur l'Europe. M. Ma lui explique que la classe moyenne chinoise, en expansion cons-

au marché européen via sa plate-forme d'e-commerce. Philippe lui fait alors remarquer qu'Alibaba aurait intérêt à venir s'installer en Belgique, en plein cœur de l'Union européenne.

Six mois plus tard, en juin 2015, une rencontre au sommet se tient à Pékin, dans le cadre de la visite d'Etat du Roi en Chine. Philippe est là. Jack Ma aussi. Ainsi qu'un sacré paquet de milliards de dollars de chiffre d'affaires.

Les sept CEO chinois

Outre le patron d'Alibaba, six autres big boss chinois participent au déjeuner. Tous prêts à dépenser leurs yuans en Belgique ou, en tout cas, à faire des affaires avec des entreprises belges. Le président de U-Tour, qui a des projets touristiques à l'aéroport de Liège, est notamment de la partie.

Le dessert n'est même pas encore digéré que le chef de la diplomatie Didier Reyniers (MR), qui était présent avec d'autres ministres belges, s'empresse d'annoncer à la presse qu'Alibaba va ouvrir un bureau à

Bruxelles. Bingo! L'information sera officialisée par l'entreprise chinoise une petite année plus tard, ce fameux 23 mai 2016, le

jour de la venue de Jack Ma à Bruxelles.

Entre-temps, M. Ma et le Roi s'étaient encore vus en janvier à Davos où ils avaient évoqué la problématique de la lutte contre les contrefaçons, un fléau très répandu en Chine. Ils avaient conclu que le meilleur moyen de contourner le problème était d'importer les produits européens directement depuis leur pays d'origine vers la Chine. Suivez leurs regards...

Un bon souvenir, sans plus

Enfin, il y a eu la rencontre de Laeken, à l'invitation de Philippe. A nouveau, les deux convives n'étaient pas seuls. Ils ont déjeuné avec des représentants majeurs du monde économique belge, comme Dominique Leroy (Proximus) ou Jef Colruyt (les supermarchés Colruyt). Cecilia Malmsström, commissaire européenne au Commerce, était aussi présente. Et pour le café, douze jeunes entrepreneurs belges ont eu l'occasion de présenter leurs produits à Jack Ma afin – pourquoi pas? – d'intégrer à terme la plate-forme Alibaba.

Anne-Catherine Mailleux, de Domobios, était de ceux-là. "En matière de retombées pour ma PME, on a un peu parlé de notre ren-

contre dans la presse, mais je n'ai pas vu d'augmentation de mes ventes, commente-t-elle. Ça a fait plaisir à tout le monde, à l'équipe, nos chercheurs étaient tout fous. Mais ça s'est limité à cela. Je ne pense pas que je vais aller vendre en Chine parce que j'ai des produits qui sont issus de la recherche, protégés par des brevets, et la Chine, malheureusement, est un pays qui ne fonctionne pas bien à

cet égard." En revanche, il semble que l'un ou l'autre de ces douze jeunes CEO pourrait "avoir l'opportunité de vendre via Alibaba", termine M^{me} Mailleux.

La relation entre Jack Ma et le Roi, ces événements à Pékin puis à Laeken, illustrent parfaitement l'action que mènent Philippe et le Palais en matière d'économie. Il s'agit de nouer des contacts avec de

potentiels partenaires et investisseurs, et de les mettre en relation avec des entrepreneurs belges dans l'espoir de développer un commerce ensemble. A ce moment-là, c'est à eux de jouer. Parfois, ça se termine bien. Parfois, ça ne dépasse pas le stade du bon souvenir. Comme pour Domobios.

"Je n'ai pas vu d'augmentation de mes ventes après la rencontre avec Jack Ma."

ANNE-CATHERINE MAILLEUX
CEO de Domobios.

Pour le business, mieux vaut Astrid que Philippe

■ Les missions principales se concentrent avant tout sur les affaires, pas les visites royales.

Pour faire du business, les visites d'Etat du Roi, c'est bien. Les missions économiques de la princesse Astrid, c'est mieux. "Les deux ont un objectif différent", rappelle à ce propos la secrétaire d'Etat bruxelloise au Commerce extérieur, Cécile Jodogne (Défi, ex-FDF).

"Le volet économique des visites d'Etat prend en compte les entreprises déjà implantées sur le marché du pays visité. Il s'agit de consolidation et non de prospection". A contrario, "les missions principales permettent à toutes les entreprises d'y participer et de rencontrer les clients potentiels: ça va de la prospection à la consolidation. Cela permet aussi aux PME de profiter de la présence d'une tête couronnée pour établir des contacts ou accélérer la signature de contrats". Agrémenter les visites royales d'un volet économique se faisait déjà

sous Albert II. Mais Philippe l'a considérablement développé. Désormais, les entreprises invitées ne se limitent plus à quelques fleurons de l'industrie belge ou du Bel 20. Le Palais ratisse large, y compris du côté des PME et des start-up. Seule obligation: avoir déjà un pied dans le pays visité.

Cela dit, pour faire des affaires, les missions économiques restent la voie la plus directe et la plus efficace. "La richesse des missions principales, c'est que l'on peut se focaliser exclusivement sur le business", disait, en mars dernier, le ministre wallon de l'Economie, Jean-Claude Marcourt (PS), en marge d'une mission en Indonésie.

Plus de souplesse

"Une mission économique, c'est beaucoup plus souple qu'une visite d'Etat", confirme Didier Malherbe, administrateur-délégué d'UCB Belgium et président du comité d'audit de l'Agence fédérale pour le

commerce extérieur (ACE). Dans une enquête, il a sondé la perception des entreprises qui ont participé aux visites en Chine et en Pologne, en 2015. 93% des CEO en sont sortis avec un sentiment positif (lire pages 2-3). Cela dit, selon un patron dans les biotechnologies, "les missions principales économiques ont été très utiles, par exemple au Japon et aux Etats-Unis; la visite d'Etat en Chine était intéressante, mais

moins utile", si bien qu'il a fixé "des objectifs différents aux deux types de missions".

Complémentarité

Pour un autre entrepreneur, "visite d'Etat et mission économique sont clairement différentes dans leur approche. Donc, le prochain [voyage en Chine] devrait être une mission économique", suggère-t-il.

Ce n'est pas étonnant. Une visite d'Etat est avant tout une mission diplomatique au plus haut niveau (avec le chef de l'Etat), alors que la mission économique

a pour objectif prioritaire de faire du business. Mais du côté du Palais, on souligne la "complémentarité" – confirmée par d'autres interlocuteurs – qui existe entre les deux. Certainement depuis que la Flandre a décidé, en 2014, de réduire le nombre de missions économiques de quatre à deux par an, au grand dam des Wallons et des Bruxellois. "C'est un choix politique qui ne correspond en rien à la demande des acteurs économiques", regrette aujourd'hui encore Cécile Jodogne.

Selon le Palais, l'organisation des deux types de déplacement résulte d'un "travail de coopération permanent" entre le Palais, les Affaires étrangères, l'ACE et les agences régionales (Awex, FIT, BIE). L'ACE, qui est le maître d'œuvre des missions économiques, est très impliquée dans la mise en place du volet économique des visites d'Etat organisées par les Affaires étrangères. De la même manière, Geneviève Renaux, la conseillère économique du Roi, officie auprès d'Astrid (en collaboration avec le conseiller de la Princesse, Jan Matthysen) dans ses déplacements économiques.

69

MISSIONS

Philippe, en tant que prince, a présidé 69 missions économiques au travers de 42 pays, entre 1993 et 2013.

1993

Espagne, Arabie Saoudite

1994

Argentine, Japon, Vietnam

1995

Afrique du Sud, Inde, Suède, Malaisie

1996

Philippines, Chine

1997

Turquie, Allemagne, Emirats arabes unis

1998

Mexique, Pologne, Inde

1999

Egypte, Brésil

2000

Chine/Hong Kong, Hongrie, Etats-Unis (New York), Argentine, Uruguay, Corée du Sud

2001

Thaïlande, Russie, Maroc

2002

Malaisie, Chili, Arabie Saoudite / Koweït, Australie/Nouvelle-Zélande

2003

Mexique/Etats-Unis (Californie), Vietnam, Pologne

2004

Emirats arabes Unis / Oman, Turquie, Chine, Algérie/Tunisie

2005

Inde, Japon, Brésil

2006

Afrique du Sud, Russie, Canada, Bulgarie/Roumanie

2007

Chine/Hong Kong, Qatar/Bahrein

2008

Etats-Unis (Seattle) /Canada (Vancouver), Egypte, Argentine/Uruguay, Indonésie/Singapour

2009

Mexique/Panama, Corée du Sud, Arabie Saoudite, Emirats arabes unis, Maroc

2010

Inde, Brésil, Ukraine, Kazakhstan

2011

Russie, Etats-Unis, Chine, Chili

2012

Vietnam, Japon, Turquie, Australie/Nouvelle-Zélande

2013

Etats-Unis, Thaïlande

Depuis le 21 juillet 2013

Pologne, Chine, Allemagne

Thomas Leysen: "Le Roi essaye d'être utile là où il le peut"

■ Le patron de la KBC est un proche de Philippe. Il en dresse le profil économique.

Entretien

Il paraît qu'en économie, la règle n°1 consiste à diversifier ses activités. Thomas Leysen a retenu la leçon. Bancassurance, secteur du métal, presse, action sociale. Il fait tout cela à la fois, respectivement, en tant que président de la KBC, d'Umicore, de Corelio et de la Fondation Roi Baudoin.

Cet influent capitaine d'industries est aussi un proche du roi Philippe. *"Ça fait plus de quinze ans qu'on se fréquente, dit-il. J'ai, entre autres, appris à le connaître lors des missions économiques qu'il présidait lorsqu'il était prince. Il a assisté à l'inauguration de plusieurs usines d'Umicore dans le monde, en Corée et en Argentine notamment. Et il a participé à des visites de travail dans certains de nos sites, ici, en Belgique."*

M. Leysen, êtes-vous une sorte de conseiller économique pour le Roi?

Ce n'est pas à moi de qualifier notre relation. Je peux juste dire qu'il a un réel intérêt pour la chose économique, pour le monde des entreprises. Et on a eu de temps en temps l'occasion d'échanger là-dessus. C'est quelqu'un qui a toujours porté de l'intérêt à tout ce qui touche à l'actualité économique.

Quelles sont, selon vous, les grandes caractéristiques de son action économique?

Sa ligne de conduite, c'est le souci d'être utile, d'aider les entreprises – petites, grandes, moyennes – là où il le peut, certainement sur le plan international.

Avez-vous des exemples?

Lorsqu'il était prince, sa présence à

l'inauguration de certaines usines d'Umicore dans des pays lointains a contribué à rehausser notre réputation – c'est important au moment de lancer de nouveaux investissements. Ça nous a aidés à attirer des officiels de haut rang, à motiver nos collaborateurs, etc.

Il y a aussi les missions économiques, qui sont l'occasion de faire évoluer des projets. Elles donnent une date butoir aux négociations, l'objectif étant de signer des accords en sa présence.

Enfin, le Roi a une très bonne connaissance du tissu économique belge et international. Il a l'occasion de rencontrer et, parfois, d'inviter des personnalités de haut niveau du monde des affaires, comme avec Jack Ma, le patron d'Alibaba, mais aussi avec tant d'autres. Et il met ces gens en relation avec les entreprises belges.

Selon vous, Jack Ma ne serait pas venu en Belgique sans l'invitation du Roi?

Sur ce cas précis, je ne peux pas me prononcer. Mais à d'autres moments, le Roi a rendu des choses possibles.

Philippe est proche de capitaines d'industries, comme Paul Buysse ou Etienne Davignon. Il va chaque année au Forum économique mondial de Davos, il a déjà participé à des réunions du groupe Bilderberg lorsqu'il était prince. Cela ne donne-t-il pas l'impression qu'il roule essentiellement pour les multinationales?

Non. Il essaye d'œuvrer là où il le peut.

Je dirais même qu'il est plus souvent au service des petites entreprises que des grandes. Cette faculté qu'il a à ouvrir des

portes ou à ajouter un surplus de notoriété à une démarche est d'autant plus importante pour une PME. Je crois que pour beaucoup d'entreprises, le Roi a signifié quelque chose.

Vous êtes un habitué du groupe Bilderberg. Certains en font une sorte de gouvernement économique mondial de l'ombre...

Non, c'est un groupe dans lequel des responsables du monde économique, académique, politique d'Europe et des Etats-Unis ont l'occasion d'échanger autour de certains thèmes. Ce n'est certainement pas un gouvernement (*rires*). D'ailleurs, les sujets traités ne sont pas uniquement économiques. C'est une occasion de rencontrer et d'entendre des points de vue de gens qui ont parfois des convictions très différentes. Ce sont des conversations souvent intéressantes et enrichissantes. Mais il n'y a pas de décisions qui se prennent là-bas.

Il y a tout de même beaucoup de fantasmes autour de ces réunions. D'après vous, est-ce la place d'un prince?

Je n'y vois pas de souci. C'est un forum réunissant des gens d'horizons divers. Le Premier ministre Charles Michel (MR) y était en 2015 et 2016.

"Je dirais même qu'il est plus souvent au service des petites entreprises que des grandes."

Épinglé

Les mystères du groupe Bilderberg

Fantômes. Le groupe Bilderberg est un cercle informel réunissant une fois par an, en mai-juin, une centaine de personnalités américaines et européennes influentes. Elles sont essentiellement issues des mondes politique et économique. Henry Kissinger, par exemple, l'ancien secrétaire d'Etat US, est un fidèle.

Le secteur des médias est aussi représenté.

Beaucoup de mystères entourent ce groupe en raison de son manque de transparence. Ses détracteurs les plus féroces y voient une sorte de gouvernement secret des puissants de ce monde. Largement excessif.

Une critique plus mesurée veut que, dans ces réunions, les participants s'influencent mutuellement et finissent par développer, même inconsciemment, une pensée unique, entre autres dans le secteur économique. Côté belge, Etienne Davignon, Thomas

Leysen ou l'ancien commissaire européen Karel De Gucht (Open VLD) y ont souvent participé. En 2016, outre M. Leysen et le Premier ministre Charles Michel (MR), Yasmine Kherbache (SPA), qui fut la cheffe de cabinet de l'ex-Premier Elio Di Rupo (PS), était à la réunion annuelle, qui se tenait à Dresde, en Allemagne. Une femme de gauche, donc.

Philippe, lorsqu'il était prince, y a participé en 2007, 2008, 2009 et 2012. *"Ce fut pour lui une occasion de développer le réseau de contacts qu'il met au service du pays",* explique aujourd'hui le Palais.